

INTRODUCTION

Tout au long de l'année 1955, les décideurs canadiens durent prêter une attention soutenue à la guerre froide en Asie. Au début de l'année, le différend qui couvait entre la Chine communiste et la République de Chine, à propos de Formose (Taïwan) et des îles côtières de Quemoy et Matsu, menaçait de dégénérer en conflit ouvert sino-américain. Au moment où les États-Unis se préparaient à soutenir les forces nationalistes chinoises de Formose contre une attaque communiste, Ottawa esquissa un mouvement de recul à l'idée d'une reprise du conflit en Asie. La crise soulevait des questions fondamentales sur la nature et les limites de l'alliance du Canada avec Washington en temps de guerre froide. C'est pourquoi les documents du chapitre VII retracent de manière assez détaillée les efforts du Canada pour servir de médiateur entre les deux puissances antagonistes, pour amener les États-Unis à exercer une certaine retenue et, finalement, pour se distancier de la croisade américaine.

Cette crise amena le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Lester B. Pearson, à emprunter des voies intéressantes, tantôt inhabituelles, tantôt plus familières. Le spectre d'une guerre nucléaire, qu'agitaient les États-Unis pendant le bras de fer avec Pékin, força le ministre et son ministère à s'attaquer aux difficiles questions liées aux tactiques nucléaires modernes (documents 736 à 740). Cela conforta en outre le ministère dans sa volonté de s'adapter aux contraintes qui pesaient sur la politique étrangère et la politique de défense du Canada à l'ère atomique (document 789). Dans l'immédiat, la crise incita Pearson à chercher de nouveau une méthode pour faire admettre Pékin aux Nations Unies (document 748).

Formose fut au cœur des discussions de la Conférence des premiers ministres du Commonwealth qui se tint en février. Pearson y accompagnait le premier ministre Louis Saint-Laurent, à l'invitation du secrétaire au Foreign Office, Anthony Eden. Le compte rendu divertissant que fait Pearson des intrigues sociales, politiques et diplomatiques qui se jouèrent en coulisse donne une fausse idée de l'importance de cette rencontre internationale (document 241). Reprenant leurs efforts pour mettre fin à la guerre de Corée, amorcés pendant la conférence des premiers ministres de 1953, Eden et Pearson se joignirent au premier ministre de l'Inde, Jawaharlal Nehru, afin de trouver, sans succès toutefois, une stratégie pour désamorcer la crise formosane.

Ottawa prit note du rôle prépondérant de Nehru à cette conférence, ce qui amena les représentants canadiens à conclure que « le Commonwealth [...] dépend, dans une très large mesure, de l'importance que lui attachent les Indiens » (document 246). Le grand nombre de documents sur les relations du Canada avec l'Inde, reproduits dans le chapitre sur le Commonwealth, témoigne de cette opinion. Ces pages portent sur les questions habituelles, axées sur l'aide au développement, qui caractérisent les relations au sein du Commonwealth dans les volumes récents des *Documents relatifs aux relations extérieures du Canada*. Cependant, le lecteur y trouvera surtout des documents sur la décision du Canada de donner à l'Inde un réacteur nucléaire expérimental. Ce geste, s'il était destiné en partie à attirer la faveur de New Delhi pendant la guerre froide, représentait un des premiers efforts du Canada pour commercialiser son industrie nucléaire (documents 254 à 285). En effet, très tôt, la politique canadienne dans ce domaine fut guidée par des considérations d'ordre économique.

En 1955, malgré les efforts d'Ottawa pour renforcer ses liens avec New Delhi, les relations entre les deux pays se détériorèrent. Elles furent mises à rude épreuve par les divergences sur le rôle des trois commissions de surveillance internationales créées en 1954 pour préserver une paix fragile au Cambodge, au Laos et au Vietnam (chapitre